



Rapport Pilier III **2019**

Table des matières

Table des matières	2
Glossaire	4
Chiffres clés	5
Ratios réglementaires	5
Actifs pondérés en fonction des risques	6
Fonds propres réglementaires	6
Considérations générales	7
1 Introduction	8
2 Structure de la Banque	9
Dispositif de gouvernance interne	9
3 Dispositif de contrôle interne	11
Lignes de défense	11
4 Fonds propres & adéquation en capital	13
Instruments de fonds propres	13
Evaluation interne de l'adéquation des fonds propres	14
Exigences en fonds propres	14
5 Risque de crédit	16
Gestion du risque de crédit et de contrepartie	16
Grands Risques	16
Expositions au risque de crédit	16
Expositions en défaut	19
Atténuation du risque de crédit	21
6 Risque de marché	22
Détention d'actions	22
Risque de change	22
7 Risque opérationnel	23
Risque opérationnel : exigences en fonds propres	23
Atténuation du risque opérationnel	24
8 Risque de taux d'intérêt	25
9 Actifs grevés	27
10 Ratio de levier	28
11 Risque de liquidité	29
Politique de financement	29

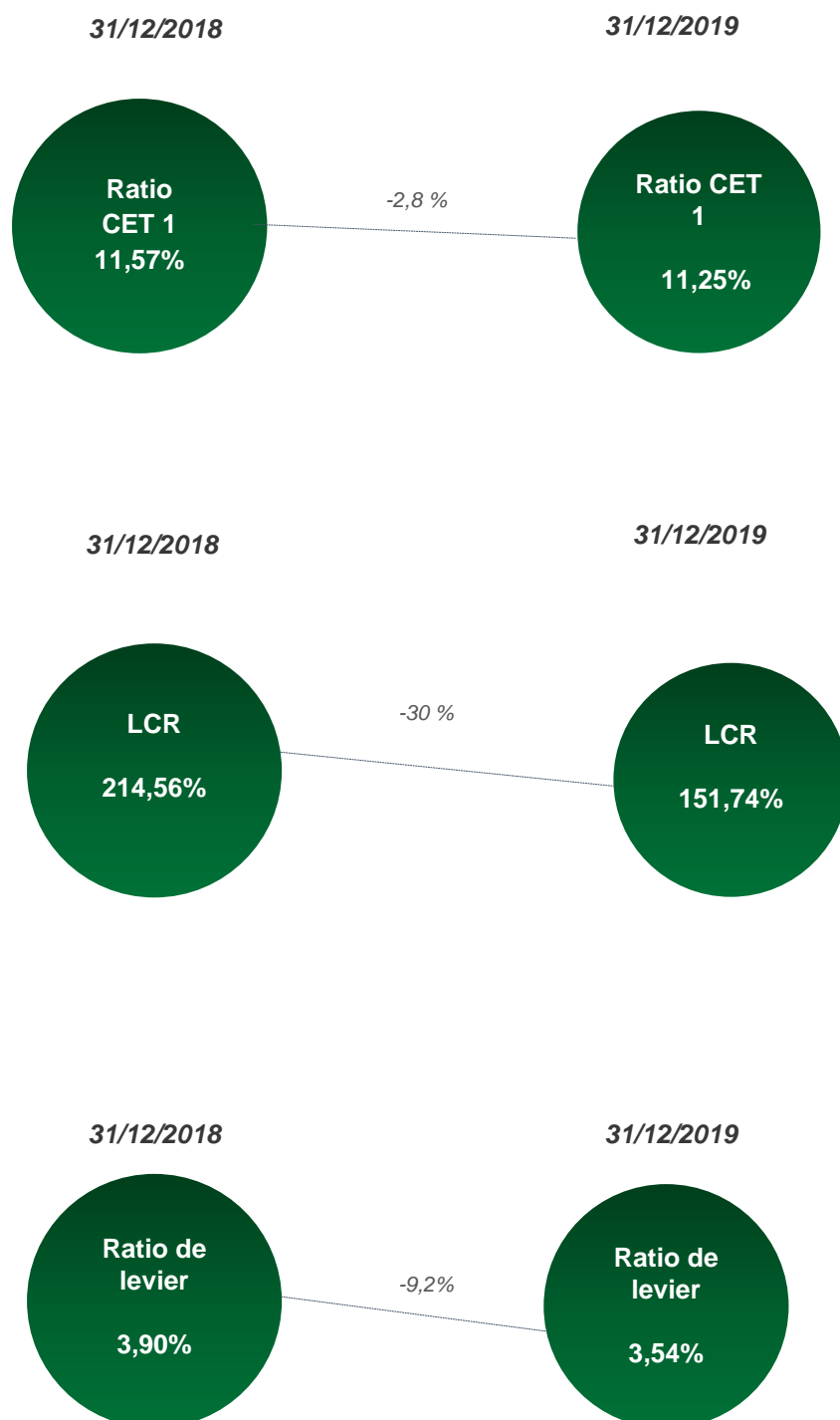
Mesure du risque et méthodes	29
12 Autres risques	31
13 Politique de rémunération	32
Données salariales – 2019	35
Liste des graphiques	37
Liste des tableaux	38
Annexes	39
Annexe 1 : Déclaration de la Direction	39
Annexe 2 : Appétence au risque	40
Annexe 3 : Publication des fonds propres	41
Annexe 4 : Conditions contractuelles des fonds propres	42
Annexe 5 : Détails du ratio de levier	48
Annexe 6 : Ratio de levier -Expositions du bilan	50

Glossaire

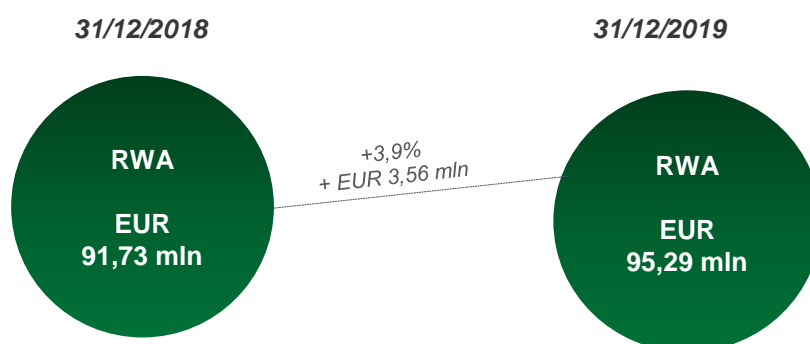
AFS		Available-For-Sale (Actifs disponibles à la vente)
ALM		Assets & Liabilities Management (Gestion du bilan)
AT1		Additional Tier 1 capital (Fonds propres additionnels de catégorie 1)
BCE		Banque Centrale Européenne
BIA		Basic Indicator Approach (Approche élémentaire)
CET 1		Common Equity Tier 1 (Fonds propres de base de catégorie 1)
CRD IV		Capital Requirements Directive IV (Directive sur les exigences en capitaux, Directive 2013/EU/36)
CRR		Capital Requirements Regulation (Règlement sur les exigences en capitaux, Règlement (EU)575/2013)
CSSF		Commission de Surveillance du Secteur Financier
CVA		Credit Valuation Adjustments (Ajustements d'évaluation du crédit)
DRP		Disaster Recovery Plan (Plan de récupération de catastrophe)
EBA		European Banking Authority (Autorité Bancaire Européenne)
ECAI		External Credit Assessment Institution (Organisme externe d'évaluation de crédit)
ICAAP		Internal Capital Adequacy Assessment Process (Processus interne d'évaluation de l'adéquation des fonds propres)
LCR		Liquidity Coverage Ratio (Ratio de liquidité à court terme)
MDB		Multilateral Development Bank (Banque multilatérale de développement)
NSFR		Net Stable Funding Ratio (Ratio net de financement stable)
OFRs		Own Funds Requirements (Exigences en fonds propres)
PD		Probabilité de Défaut
RWA		Risk Weighted Assets (Actifs pondérés en fonction des risques)
SFTs		Securities Financing Transactions (Cession temporaire de titres)

Chiffres clés

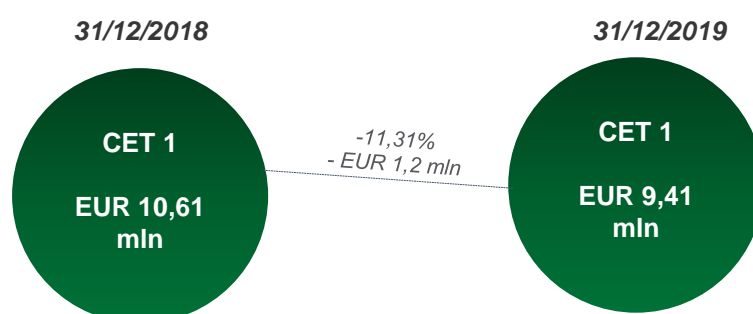
Ratios réglementaires



Actifs pondérés en fonction des risques



Fonds propres réglementaires



Considérations générales

Fortuna Banque S.C., société coopérative, ci-après « la Banque » ou « Fortuna », est une banque supervisée par la CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier) sous le cadre réglementaire CRD IV (Capital Requirements Directive IV, Directive 2013/EU/36).

Ce rapport répond aux exigences de la partie 8 de la CRR (Capital Requirements Regulation, Règlement (EU) 575/2013).

Les données chiffrées présentées dans ce rapport se basent sur les rapports réglementaires produits par la Banque à destination de la CSSF. Une donnée égale à « - » correspond à un chiffre nul, et une donnée égale à « 0,0 » correspond à un nombre faible (dans les milliers).

1 Introduction

Le rapport Pilier III pour l'exercice clos au 31/12/2019 a un double objectif : il a pour but de donner une idée précise des risques auxquels la Banque est exposée et de la manière dont ces derniers sont gérés par la Banque. Ce rapport a été établi en conformité avec les exigences de la CRD IV et de la Circulaire CSSF 17/673 concernant l'adoption des orientations de l'Autorité bancaire européenne (EBA) relatives aux exigences de publication au titre de la huitième partie du règlement (UE) n°575/2013. Cette circulaire de la CSSF précise les différentes sections des orientations EBA/GL/2016/11 auxquelles la Banque est soumise et renvoie au paragraphe 8 de ce document. Les guidelines de l'EBA sont venues préciser ce dispositif.

Afin de réaliser ce double objectif, le rapport se présente comme suit :

- La Section 2 présente la structure de la Banque, plus précisément sa structure de décision et sa gouvernance.
- La Section 3 décrit le dispositif de contrôle interne de la Banque, ainsi que la fonction Gestion des Risques de la Banque.
- La Section 4 résume les fonds propres réglementaires de la Banque et l'adéquation des fonds propres.
- La Section 5 se concentre sur la gouvernance et autres informations attribuables au risque de crédit.
- La Section 6 se concentre sur les informations attribuables au risque de marché.
- La Section 7 se concentre sur la gouvernance et autres informations attribuables au risque opérationnel.
- Les Sections 8, 9, 10 et 11 se concentrent respectivement sur le risque de taux d'intérêt, les actifs gravés, le ratio de levier et pour finir le risque de liquidité.
- La Section 12 traite des autres risques auxquels la Banque est exposée.
- Enfin, la Section 13 présente la politique de rémunération de la Banque.

Faits 2019 :

Dans le respect de sa stratégie globale, Fortuna Banque confirme sa position sur le marché luxembourgeois en tant que banque privée indépendante, proche de ses clients. En début d'année 2019, la Banque décide d'internaliser la production de tous ses rapports réglementaires, alors sous-traités en externe.

En mai 2019, une fraude interne de faible ampleur et nettement circonscrite, est détectée. Des mesures correctrices sont prises et l'employé concerné est licencié. Cette fraude n'a pas d'impact sur la situation financière de la Banque.

Suite aux manifestations qui débutent en octobre 2019 au Liban, le Conseil d'Administration décide en janvier 2020 de résilier l'accord signé avec Bank of Beirut afin de ne pas risquer de bloquer inutilement Fortuna Banque dans son développement.

Contrairement à toute attente des analystes, l'année 2019 fut excellente au niveau des performances des marchés financiers. Les bourses mondiales ont effacé largement les pertes encourues durant l'année 2018 se positionnant ainsi à des nouveaux sommets historiques. Si les places européennes progressaient moins bien que celles des Etats-Unis ces dernières années, en 2019, les performances sont devenues plus comparables.

La formidable hausse des marchés actions n'a été soutenue ni par la croissance économique - qui a ralenti -, ni par les profits des entreprises - révisés à la baisse tout au long de l'année -, ni par l'optimisme des investisseurs. C'est une fois de plus l'action des banques centrales qui a été l'élément déterminant. Si la FED a augmenté une dernière fois ses taux directeurs fin 2018, Jerome Powell a revu à la baisse trois fois de suite les taux directeurs. En Europe, la BCE a continué à baisser ses taux de dépôts et a relancé un nouveau programme de rachat de titres afin de soutenir l'économie.

2 Structure de la Banque

Fortuna est une banque de détail généraliste offrant ses services aux particuliers ainsi qu'aux professionnels du Grand-Duché de Luxembourg et des régions frontalières. Fortuna étant une banque coopérative, celle-ci présente une forme d'actionnariat particulière : les sociétaires. Les sociétaires sont des associés qui correspondent à des personnes physiques luxembourgeoises pour près de 99% du capital. La Banque ne fait pas partie d'un groupe bancaire international et ne dispose d'aucune succursale. Son centre de décision est basé au Luxembourg.

Dispositif de gouvernance interne

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration définit l'organisation de la gestion des risques au sein de la Banque et les rôles et responsabilités à chaque niveau de contrôle. Tous les grands principes, objectifs et limites découlant de cette gestion des risques ainsi que le niveau des fonds propres économiquement nécessaires sont sous sa responsabilité.

Les membres du Conseil d'Administration sont sélectionnés parmi les sociétaires par l'Assemblée Générale suivant les principes *fit & proper* assurant que le profil des membres du conseil est adéquat, notamment en termes de compétences et de réputation, pour assurer le bon fonctionnement du Conseil d'Administration de la Banque. Le Conseil d'Administration doit être au minimum composé de 3 membres et au maximum de 9 membres, avec un mandat renouvelable pour une durée de 6 ans.

Le Président du Conseil d'Administration est élu par les membres du Conseil d'Administration. Le 19 mars 2015, Monsieur André Poorters a été élu Président du Conseil d'Administration à l'unanimité suite à la démission de Monsieur André Wilwert.

Direction Autorisée

Le Conseil d'Administration sélectionne les membres de la Direction Autorisée, qui est responsable de la mise en place et de la supervision de la politique « risque » de la Banque, laquelle fixe les concepts de mesures, les règles et les limites internes.

Le *Chief Risk Officer* et le *Chief Compliance Officer* soutiennent la Direction Autorisée dans ses décisions relatives à la gestion des risques, y inclus les risques de conformité. Avec l'appui du *Chief Risk Officer* et des autres fonctions clés, la Direction Autorisée est responsable de la préparation et de la maintenance du rapport ICAAP et du plan de redressement, devant être revus au minimum sur une base annuelle. Cette fréquence de revue est sujette à révision en cas d'évolution du profil de risque de la Banque. Enfin, deux sous-comités opérationnels, le Comité de Crédit et le Comité d'Investissement, soutiennent le Comité de Direction pour le suivi de ces risques.

Fonction Gestion des Risques

La Banque dispose d'une fonction de Gestion des Risques indépendante. Sous la supervision de la Direction Autorisée, elle met en place un cadre de gestion saine des risques, surveille et contrôle les risques en s'appuyant sur :

- le développement et l'amélioration des méthodes et des principes de la gestion des risques de la Banque ;
- l'élaboration d'une politique de gestion des risques et de maîtrise des risques (Risk Appetite Framework) ;
- le développement de la culture « risque » des collaborateurs dans les différents métiers ;
- la surveillance du profil de risque de la Banque et de sa stratégie de prise de risque ;
- le reporting des risques ;
- le conseil en matière d'adéquation entre les prises de risques et les ressources financières, les ressources humaines et les systèmes en concordance avec les objectifs de rentabilité.

De plus, la préparation des rapports financiers et risques est placée sous la responsabilité du *Chief Risk Officer*. Ces rapports sont par la suite soumis à un membre de la Direction Autorisée en charge de la présentation des points relatifs à la gestion des risques au Conseil d'Administration.

Fonction Compliance

Le *Chief Compliance Officer* est sélectionné par la Direction Autorisée sur base de critères objectifs et cette décision est par la suite approuvée par le Conseil d'Administration.

La fonction Compliance est en charge de la gestion du risque de non-conformité aux lois, réglementations et pratiques professionnelles. Elle contribue, en tant que partie intégrante des contrôles internes au sein de la deuxième ligne de défense, au respect par la Banque de l'application correcte des règles de conduite applicables au secteur financier. En outre, sa contribution au bon fonctionnement de l'établissement améliore la qualité du service à la clientèle et la maîtrise des risques de non-conformité. C'est toutefois le Directeur Général qui centralise, évalue et réagit aux réclamations déposées par la clientèle.

Audit Interne

La fonction d'Audit Interne intervient au niveau de la troisième ligne de défense. Elle fournit un avis indépendant du système de contrôle interne et permet de vérifier et d'évaluer son bon fonctionnement. Son principal objectif est de donner une assurance sur le degré de maîtrise des opérations et de contribuer à la création de valeur ajoutée au sein de la Banque.

Le Conseil d'Administration a décidé de sous-traiter la fonction d'Audit Interne. Elle est externalisée auprès d'un cabinet d'audit et de conseil luxembourgeois agréé et adapté. Les contrats sont conclus sur une durée d'au moins 3 ans.

3 Dispositif de contrôle interne

Dans le but d'assurer la pérennité de la Banque sur le long terme, Fortuna a mis en place une gouvernance de gestion des risques qui repose sur le modèle des « 3 lignes de défense ». L'appétence au risque de la Banque est définie conformément à son profil de risque.

Lignes de défense

Le modèle des « 3 lignes de défense » se divise comme suit :

- **Première ligne de défense.**

La première ligne de défense est effectuée par les unités opérationnelles de la Banque qui assurent leurs activités quotidiennes en respectant les limites prédéfinies dans la politique de gestion des risques, y compris le principe de saisie/validation et la mise en place des contrôles opérationnels. Ces contrôles sont de plusieurs types :

- Contrôles quotidiens réalisés par le personnel exécutant ;
- Contrôles critiques continus assurant le bon fonctionnement des activités ;
- Contrôles réalisés par les membres de la Direction Autorisée sur les activités tombant sous leur responsabilité directe.

Chaque unité opérationnelle est responsable de la détection, du suivi et du monitoring des risques inhérents à ses activités. À ce titre, elles doivent assurer le respect à chaque instant des procédures internes, ainsi que la réalisation des contrôles opérationnels mentionnés ci-dessus. Elles doivent également assurer la mise en place de mesures correctives ayant pour but d'adresser les déficiences de processus, de procédures et de contrôles, qu'elles émanent de la Gestion des Risques, de la Compliance, de l'Audit Interne, du réviseur d'entreprises agréé ou du régulateur. Le responsable de chaque unité conçoit et met en œuvre des procédures internes détaillées et supervise par la suite leur bonne exécution au sein de son équipe.

Afin de garantir un bon fonctionnement des unités opérationnelles, il est primordial que chaque employé dispose de bonnes connaissances des activités principales effectuées au sein de son unité et des risques inhérents. De plus, chaque unité organisationnelle doit fournir aux fonctions de Gestion des Risques et de Compliance les informations nécessaires pour établir un profil de risque de la Banque.

Par conséquent, la première ligne de défense est un élément essentiel de la gestion des risques. Chaque employé est responsable et dûment impliqué dans le processus de gestion des risques de la Banque.

- **Deuxième ligne de défense.**

La deuxième ligne de défense est représentée par les fonctions de Gestion des Risques et Compliance qui s'assurent du respect des principes réglementaires, des règles et procédures internes en matière de gestion des risques et conformité en toute indépendance.

La fonction de Gestion des Risques s'assure que la prise de risque est conforme au *risk appetite* de la Banque, validé par le Conseil d'Administration. Pour ce faire, le Chief Risk Officer met en place un système de suivi des risques par un ensemble de limites en parallèle de celui des unités opérationnelles, et rapporte sur base régulière à travers un tableau de bord des risques. Ce dernier est communiqué à la Direction Autorisée et au Conseil d'Administration dans le cadre de l'évaluation du profil de risque de la Banque et de son alignement avec la stratégie des risques en place.

Quant à la fonction Compliance, elle surveille les risques spécifiques comme les risques de non-respect des lois et règlements applicables.

Les deux fonctions sont indépendantes de la première ligne de défense et rapportent directement à la Direction Autorisée et au Conseil d'Administration. Elles assurent des contrôles de deuxième niveau en complément des contrôles de premier niveau effectués par la première ligne de défense.

Ces deux fonctions ont un accès direct au Conseil d'Administration leur permettant de remonter au plus haut niveau hiérarchique tout dysfonctionnement majeur relevé dans le cadre de l'exercice de leur fonction.

- **Troisième ligne de défense.**

La troisième ligne de défense est représentée par la fonction Audit Interne qui établit une évaluation complète, indépendante, objective et critique sur la conception et l'efficacité de l'environnement de contrôle interne mis en place par les différentes unités opérationnelles.

L'intervention de l'Audit Interne fournit l'assurance sur l'efficacité de la gouvernance interne, de la gestion des risques, des contrôles internes et sur la manière dont les premières et deuxièmes lignes de défense atteignent leurs objectifs.

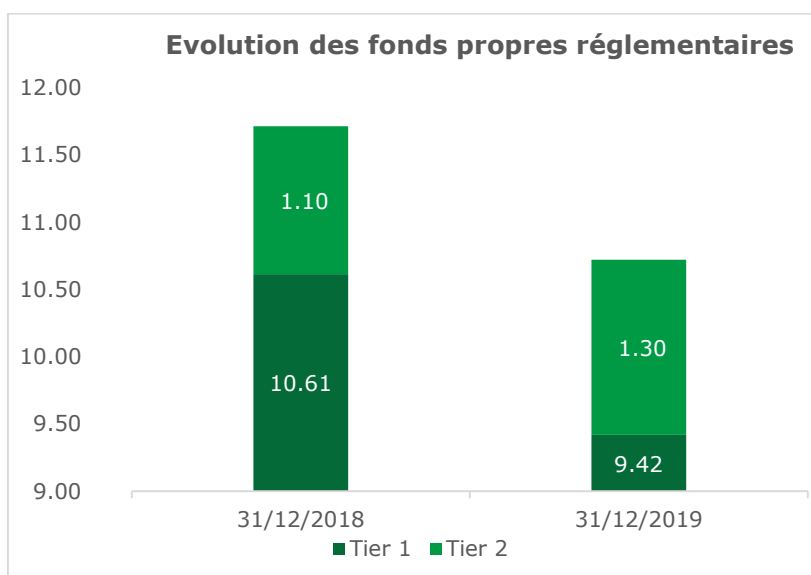
Dans ce contexte, la fonction Gestion des Risques veille à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques en s'assurant de l'évaluation, la prévention et la surveillance permanente des risques ainsi que de l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles.

4 Fonds propres & adéquation en capital

Instruments de fonds propres

Les fonds propres de base de catégorie 1 (« CET1 ») comprennent le capital souscrit, les primes d'émission, les réserves, les résultats reportés et non distribués ainsi que les moins-values non réalisées des titres de propriété du portefeuille AFS enregistrées dans les réserves de réévaluation. Les fonds propres de base de catégorie 1 intègrent les déductions relatives aux actifs incorporels (fonds de commerce).

La Banque ne dispose pas de fonds propres additionnels de catégorie 1 (« AT1 »).



Graphique 1: Evolution des fonds propres réglementaires

Les fonds propres de base de catégorie 2 (« Tier 2 ») comprennent la fraction éligible des emprunts subordonnés qui ont été émis par la Banque. En 2019, la Banque a appelé la dernière tranche de 200.000 EUR, du second emprunt subordonné de 500.000 EUR approuvé en décembre 2018 par le Conseil.

La Banque ne fait pas de distinction entre les fonds propres réglementaires et les fonds propres économiques.

Au 31/12/2019, le niveau des fonds propres réglementaires de la Banque s'élève à EUR 10,72 mln.

Fonds propres de base (en million d'euros)	31/12/2018	31/12/2019
Capital souscrit	9,01	9,01
Prime d'émission	0,32	0,32
Réserves et résultats non distribués	3,49	2,06
Goodwill	(0,17)	(0,06)
Déduction des fonds propres de base	(2,03)	(1,91)
Total Tier 1	10,61	9,42
<i>Ajustements du risque de crédit général (+/-)</i>		
Total Tier 2	1,10	1,30
Fonds propres réglementaires	11,71	10,72

Tableau 1: Evolution des fonds propres réglementaires

Evaluation interne de l'adéquation des fonds propres

Afin d'évaluer les différents risques auxquels elle est spécifiquement exposée, la Banque a mis en place son processus d'évaluation de l'adéquation des fonds propres internes (ICAAP). Ce processus permet à la Banque d'évaluer son cadre de contrôle des risques et l'adéquation des fonds propres au regard de son profil de risque actuel et futur. Pour son ICAAP, la Banque a choisi un niveau de confiance de 99,9% sur un horizon de temps d'une année pour estimer les pertes maximales attendues pour estimer différents risques financiers et opérationnels auxquels elle fait face.

Exigences en fonds propres

La Banque doit respecter un minimum de 8% pour les exigences en fonds propres au titre du pilier I selon la CRR. A ce minimum s'ajoutent un coussin de conservation de 2,5% établi par la CSSF (Règlement CSSF 14-01), ainsi que le coussin SREP imposé par la CSSF depuis le 31/12/2018 de 1,25%, soit un total de 11,75% au 31/12/2019. Le coussin contra-cyclique est lui à 0% au 31/12/2019.

Le tableau suivant reprend l'évolution des exigences en fonds propres pour les 2 dernières années. Au 31/12/2019, la Banque se trouve sous le minimum réglementaire avec un ratio de 11,25% contre une exigence de 11,75%.

RWA (EUR million)	31/12/2018	31/12/2019
Total bilantaire	272,16	262,39
Fonds propres disponibles	11,71	10,72
Exigences en fonds propres	91,73	95,29
Risque de crédit	84,1	87,3
Organisme d'investissement collectif	1,9	1,4
Entreprise	8,9	11,4
Obligations garanties	-	-
Défaut	6,2	3,0
Actions	-	-
Risque élevée	-	-
Institutions de crédit	3,1	3,8
Organisations internationales	-	-
Banques multilatérales de développement	-	-
Autres expositions	0,3	0,6
Entités publique	0,0	-
Rétails	3,1	4,8
Gouvernement régional et autorités locales	-	-
Gouvernement central & Banques centrales	-	-
Expositions à court-terme	-	-
Hypothèques	60,6	62,3
Ajustement valeur de crédit - CVA	-	-
Risque de marché	-	-
Risque opérationnel	7,6	7,9
Total	91,73	95,29
Ratio de solvabilité (Pilier I)	11,57%	9,89%

Tableau 2: Evolution des exigences en fonds propres

5 Risque de crédit

Gestion du risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit est le risque de pertes financières résultant de l'impossibilité d'un client ou d'une contrepartie à respecter ses obligations financières.

Au 31/12/2019, Fortuna était principalement exposée sur la clientèle de détail (50,2%) et les entreprises (25,4%) au travers de son activité de crédit. Du fait des placements réalisés en Banque centrale, la Banque est exposée à hauteur de 17,2% sur ce type de contrepartie. Plus de 84% du portefeuille de crédit (hors expositions interbancaires) est garanti par des hypothèques sur biens immobiliers résidentiels et dans une moindre mesure, commerciaux localisés au Grand-Duché de Luxembourg. Cette situation implique une forte exposition sur le marché de l'immobilier luxembourgeois. Les 12% restants représentent les autres expositions du portefeuille de crédit (hors exposition interbancaires).

Les dossiers d'octroi de crédits sont validés par le Comité des Crédits sur base d'une analyse de la capacité du débiteur à rembourser ses emprunts et à honorer ses engagements. La Banque veille notamment, dans le cadre du processus d'acceptation, à ce que la somme des remboursements d'emprunts immobiliers de chaque débiteur ne dépasse pas un tiers de ses revenus. La Banque veille également à la couverture adéquate de ses prêts en s'assurant de disposer d'une hypothèque de premier rang sur le bien immobilier résidentiel hypothéqué dont la valeur représente au moins 120% du montant total dû. De plus, la Banque effectue une revue régulière de la valorisation des biens immobiliers résidentiels ou commerciaux hypothéqués en sa faveur.

La Banque n'a pas de produits dérivés au 31/12/2019 et gère ses expositions sur des contreparties bancaires sur base de ses limites grands risques.

Grands Risques

Fortuna suit les règles prudentielles concernant le risque de concentration sur les contreparties (« Grands risques »). La Banque doit reporter à la CSSF la liste de ses clients ayant une exposition totale dépassant 10% de ses fonds propres réglementaires. Ces expositions prises individuellement, ne doivent pas dépasser 25% des fonds propres réglementaires envers les contreparties non-bancaires et 100% envers les contreparties bancaires, comme requis par la CRR pour les banques dont les fonds propres réglementaires ne dépassent pas EUR 600 mln.

Ces grands risques correspondent à des expositions sur des personnes physiques et sont inclus dans le portefeuille diversifié de la Banque. Ils bénéficient d'une couverture sous forme d'hypothèques de premier rang, de garanties de l'Etat ainsi que de garanties sous forme de dépôts détenus dans nos livres. La Banque n'est donc pas excessivement dépendante de ces expositions.

La politique de la Banque prévoit d'éviter des expositions vers de trop grandes contreparties.

Au 31/12/2019, aucune exposition de contrepartie de la Banque ne dépasse les limites réglementaires applicables.

Expositions au risque de crédit

La Banque a recours à l'approche standard réglementaire afin de pondérer ses expositions au risque de crédit. Cette méthode assigne une pondération de risque différente selon le type et la qualité de la contrepartie. La pondération obtenue est alors appliquée à l'exposition nette envers cette contrepartie afin de calculer la valeur exposée au risque de crédit et dès lors l'exigence en fonds propres y relative.

Comme mentionné dans l'article 112 de la CRR, les risques de crédit et de contrepartie de la Banque se répartissent en 17 catégories d'expositions :

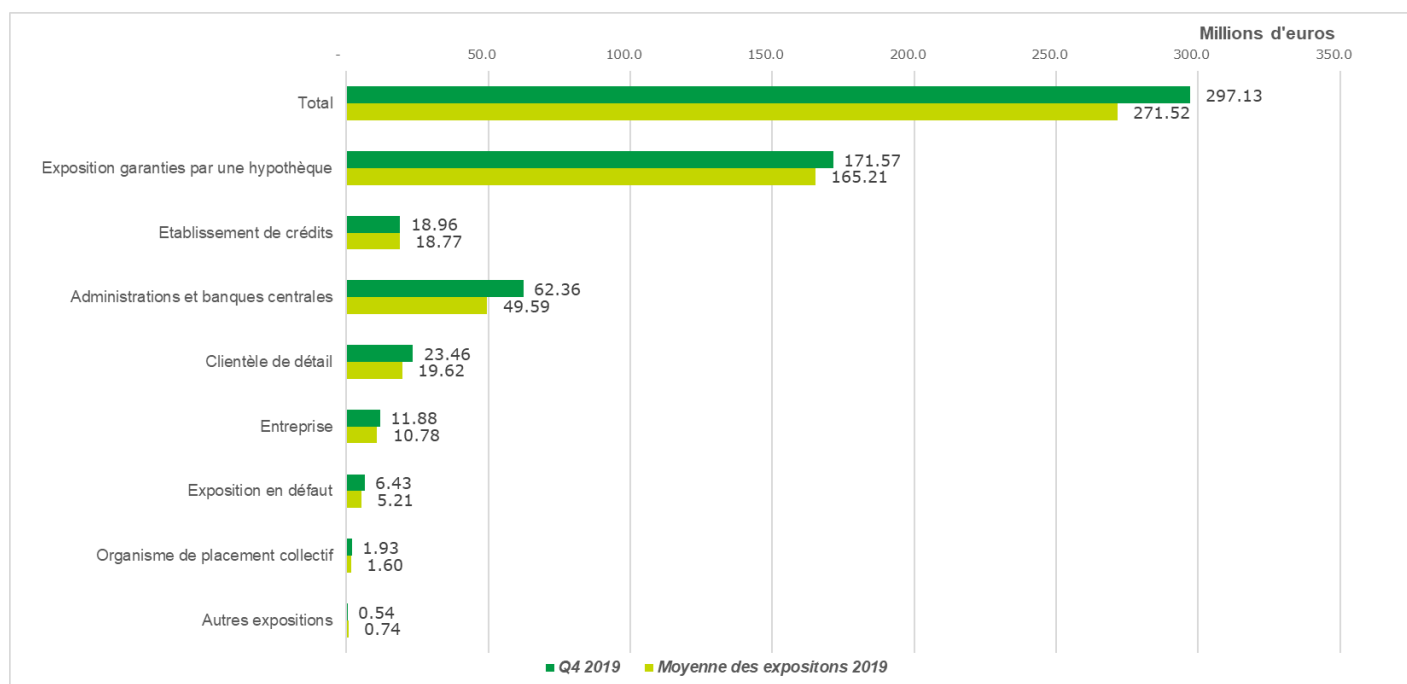
- Administrations centrales et banques centrales ;
- Administrations régionales et locales ;
- Entités du secteur public ;
- Banques multilatérales de développement ;
- Organisations internationales ;
- Etablissements de crédit ;
- Entreprises ;
- Clientèle de détail ;
- Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier ;
- Expositions en défaut ;
- Expositions présentant un risque élevé ;
- Obligations garanties ;
- Positions de titrisation ;
- Expositions à court terme ;
- Organismes d'Investissement Collectif (OIC) ;
- Action ;
- Autres expositions.

Pour les expositions envers les établissements de crédit, les entreprises, et les administrations et banques centrales, la pondération prudentielle du risque de crédit est attribuée selon une évaluation de crédit effectuée par un organisme externe d'évaluation de crédit (ECAI). Les évaluations de crédit utilisées par Fortuna proviennent de l'agence de notation Moody's.

Dans le cas où une évaluation de crédit ne serait pas disponible pour l'une des contreparties, la pondération à appliquer à l'exposition est déterminée selon les critères réglementaires.

Comparaison entre les expositions moyennes de 2019 et celles du dernier trimestre

Au dernier trimestre de 2019 (Q4 – 2019), les expositions de crédit totalisent EUR 297,1 mln, soit 9,43% de plus que la moyenne des expositions de 2019 calculée sur base trimestrielle. Les catégories de risque les plus importantes étaient les expositions garanties par une hypothèque (60,8%), les administrations et banques centrales (18,3%) et la clientèle de détail (7,2%).



Graphique 2: Expositions par catégorie d'expositions

Ventilation géographique des expositions au risque de crédit – 2019 (EUR)

Risque de crédit	Eurozone	dont BE	dont FR	dont DE	dont LU	dont AT	Reste du monde
Organisme d'investissement collectif	1.439.532	-	-	-	1.439.532	-	-
Entreprises	11.884.519	-	-	-	11.884.519	-	-
Obligations garanties	-	-	-	-	-	-	-
Défaut	3.098.300	238.445	13.225	24.030	2.822.600	-	6.299
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Risque élevé	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements	18.957.521	-	-	-	18.957.521	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-
Autres expositions	791.522	-	-	-	791.522	-	-
Entités publiques	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	23.351.042	140.033	105.787	78.587	23.026.635	-	104.340
Gouvernement régional et autorités locales	-	-	-	-	-	-	-
Gouvernement et Banques centrales	49.594.874	505.504	535.330	-	46.201.068	538.120	-
Expositions à court-terme	-	-	-	-	-	-	-
Expositions garanties par une hypothèque	170.979.722	760.894	760.869	1.712.265	167.745.694	-	594.904
Total	280.097.031	1.644.876	1.415.211	1.814.882	272.869.091	538.120	705.543

La nature de ses opérations réalisées par la Banque implique qu'une majorité (97%) de ses expositions au risque de crédit est localisée au Luxembourg.

Tableau 3: Ventilation géographique des expositions

Répartition des expositions au risque de crédit par maturité résiduelle – 2019 (EUR)

Au 31/12/2019, les expositions de la Banque présentent un profil de maturité tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

(en million d'euros)	Moins d'un an	Entre 1 à 5 ans	Entre 5 à 10 ans	Plus de 10 ans
Organisme d'investissement collectif	1.439.532	-	-	-
Entreprises	11.221.280	417.570	226.787	18.882
Obligations garanties	-	-	-	-
Défaut	368.232	815.695	592.470	1.328.201
Actions	-	-	-	-
Risque élevé	-	-	-	-
Etablissements	18.957.521	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-
Autres expositions	791.522	-	-	-
Entités publiques	-	-	-	-
Clientèle de détail	20.172.287	1.615.288	467.404	1.200.403
Gouvernement régional et autorités locales	-	-	-	-
Gouvernement central & Banques centrales	43.169.094	3.662.908	2.762.872	-
Expositions à court-terme	-	-	-	-
Expositions garanties par une hypothèque	9.404.539	15.836.607	11.240.673	135.092.807
Total	105.995.299	22.348.068	15.290.206	137.640.293

Tableau 4: Ventilation des expositions par maturité résiduelle

Expositions en défaut

Les expositions, comme définies à l'Article 178 de la CRR, sont considérées en défaut par la Banque si elles remplissent l'un des critères suivants :

- le crédit présente un arriéré de paiement de plus de 90 jours ;
- la Banque considère le débiteur comme douteux.

Lors du calcul de la pondération des expositions au risque de crédit, une pondération de 100% ou de 150% est appliquée à l'exposition en défaut en fonction du niveau de correction de valeur reconnu par la Banque, respectivement supérieur ou inférieur à 20% de l'exposition initiale.

Les corrections de valeur sont appliquées sur les expositions considérées comme des créances douteuses à la discrétion de la Direction Autorisée, et selon des critères commerciaux ou des critères de solvabilité. Ces corrections de valeur doivent être reliées à une créance spécifique, et être le reflet d'une analyse dûment documentée du montant de la créance au regard de la capacité de remboursement de l'emprunteur et/ou de la valeur (de marché) des actifs gagés directement ou indirectement par l'emprunteur, pouvant être acquis et/ou réalisés par la Banque.

Ventilation géographique des expositions en défaut – 2019 (EUR)¹

Au 31/12/2019, les expositions en défaut de la Banque pour lesquelles une provision a été appliquée totalisent EUR 1,09 mln pour un total de EUR 0,32 mln de provisions, tel qu'illustré dans le tableau ci-dessous. De plus, la majorité de ces provisions sont attribuables à des expositions Luxembourgeoises (83,85% des expositions en défaut).

¹ Il s'agit de la proportion des prêts pour lesquels il existe un arriéré de paiement de plus de 90 jours mais pour lesquels aucune provision n'a été actée par la Banque.

(en million d'euros)	Expositions en défaut dépréciées individuellement	Ajustements spécifiques au risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019	Ajustement général du risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019	Expositions en défaut non dépréciées*
Eurozone	1.090.466	(322.774)				2.320.388
dont Belgique	320.060,61	(81.615)				-
dont France	18.682,30	(5.457)				-
dont Allemagne	33.896,78	(9.867)				-
dont Luxembourg	708.827,78	(225.834)				2.320.388
dont Autriche	-	-				-
Reste du monde	-	-				-
Total	1.090.466	(322.774)				2.320.388,28

Tableau 5: Ventilation géographique des expositions en défaut

Ventilation sectorielle des expositions en défaut – 2019 (EUR)

Au 31/12/2019, les activités immobilières correspondent au secteur ayant le plus de défauts (6,88% des cas), suivi par le secteur de l'hébergement et de la restauration (5,50% des expositions en défaut).

(en million d'euros)	Expositions en défaut dépréciées individuellement	Ajustements spécifiques au risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019	Ajustement général du risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019	Expositions en défaut non dépréciées*
Activités de services administratifs et de soutien	74.454,43	(29.455,17)				-
Activités immobilières	785,53	(294,27)				1.094.830,22
Administration publique	-	-				-
Agriculture, sylviculture et pêche	-	-				544.151,34
Arts, spectacles et activité récréatives	-	-				-
Autres activités de services	39,56	(10,61)				-
Commerce	18,62	(5,41)				-
Construction	74,96	(24,88)				-
Hébergement et restauration	105.534,77	(42.209,79)				88.969,71
Industries extractives	-	-				-
Information et communication	154.833,81	(61.926,18)				-
Autres (y compris clientèle de détail)	737.089,91	(181.804,55)				592.437,01
Santé humaine et action sociale	48,51	(16,86)				-
Transports et entreposage	-	-				-
Industrie manufacturière	-	-				-
Enseignement	-	-				-
Total	1.072.880	(315.748)				2.320.388

Tableau 6: Ventilation géographique des expositions en défaut par secteur d'activité

Ventilation géographique des expositions dépréciées – 2019 (EUR)

Au 31/12/2019, les expositions de la Banque pour lesquelles une provision a été appliquée totalisent EUR 16,15 mln pour un total de EUR 0,34 mln de provisions, tel qu'illustré dans le tableau ci-dessous. De plus, la majorité de ces provisions sont attribuables à des expositions Luxembourgeoises (90,6% des expositions dépréciées).

(en million d'euros)	Expositions dépréciées individuellement	Ajustements spécifiques au risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019	Ajustement général du risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019
Eurozone	16.150.334	(338.160)			
dont Belgique	457.300	(82.030)			
dont France	99.909	(5.603)			
dont Allemagne	72.061	(9.987)			
dont Luxembourg	15.429.054	(237.535)			
dont Autriche	-	-			
Reste du monde	-	-			
Total	16.150.334	(338.160)			

Tableau 7: Ventilation géographique des expositions dépréciées

Ventilation sectorielle des expositions dépréciées – 2019 (EUR)

Au 31/12/2019, le secteur de l'information et télécommunication correspond au secteur ayant le plus d'expositions dépréciées (15,50% des expositions dépréciées).

(en million d'euros)	Expositions dépréciées individuellement	Ajustements spécifiques au risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019	Ajustement général du risque de crédit	dont charge de dépréciation 2019
Activités de services administratifs et de soutien	257.792,03	(30.352,05)			
Activités immobilières	655.979,27	(1.268,09)			
Administration publique	-	-			
Agriculture, sylviculture et pêche	-	-			
Arts, spectacles et activité récréatives	-	-			
Autres activités de services	66.890,66	(335,64)			
Commerce	100.981,25	(116,69)			
Construction	33.056,83	(25,31)			
Hébergement et restauration	152.569,06	(42.435,13)			
Industries extractives	-	-			
Information et communication	10.551.839,00	(62.064,59)			
Autres (y compris clientèle de détail)	4.219.124,70	(194.194,76)			
Santé humaine et action sociale	48,51	(16,86)			
Transports et entreposage	-	-			
Industrie manufacturière	4.195,33	(0,49)			
Enseignement	-	-			
Total	16.042.477	(330.810)			

Tableau 8: Ventilation des expositions dépréciées par secteur d'activité

(en millions d'euros)	Balance d'ouverture 2019 des ajustements au risque de crédit	Montant pris contre les ajustements au risque de crédit 2019	Ajustements au risque de crédit conservés (+) / reversés (-) en 2019	Balance de clôture 2019 des ajustements au risque de crédit	Ajustements au risque de crédit individuels (+) et recouvrements (-) enregistrés directement dans le P&L
Ajustements au risque de crédit spécifiques et généraux	(330.810)	-		(330.810)	(330.810)

Evolutions des ajustements au risque de crédit – 2019 (EUR)

Tableau 9: Ajustements au risque de crédit

Atténuation du risque de crédit

La Banque a principalement recours aux contrats d'hypothèque sur immobilier résidentiel afin de garantir les montants d'exposition dus par ses clients (EUR 122,1 mln). Dans cet objectif, la Banque limite son ratio prêt/valeur de l'hypothèque à 80% (taux de couverture minimum de 125%). Cependant, Fortuna se réserve le droit d'octroyer un prêt à un ratio supérieur à 80% après avoir traité chaque cas individuellement afin d'évaluer le risque encouru.

De manière complémentaire, mais dans une moindre mesure, la Banque bénéficie également de garanties financières, sous forme de liquidités (EUR 2,3 mln). Le bénéfice de ces garanties est calculé sous l'approche réglementaire dite « générale ». Sous cette approche, le montant des garanties financières, ajusté pour la volatilité de sa valeur, réduit le montant d'exposition couvert par cette garantie, traduisant le droit dont la Banque dispose de réaliser la garantie en cas de défaut du débiteur.

6 Risque de marché

La Banque n'a pas de portefeuille de négociation au sens de la CRR et ne calcule donc pas d'exigence en capital pour le risque de marché. La Banque considère toutefois qu'elle peut être exposée au risque de taux d'intérêt. Ce dernier est traité séparément à la section 8, étant donné qu'il s'agit du risque de taux d'intérêt pour les éléments hors portefeuille de négociation.

Détention d'actions

La Banque s'est constituée un portefeuille d'investissement en actions afin de diversifier son risque. Au 31/12/2019, ses détentions en obligations, actions et parts de fonds (24 positions) totalisent EUR 7,90 mln (valeur de marché) et sont toutes issues d'entreprises financières. Ces positions étant détenues avec une stratégie de long terme, elles ne font dès lors pas partie d'un portefeuille de négociation et n'engendrent donc pas d'exigence réglementaire en fonds propres pour le risque de marché.

Risque de change

Suivant la politique de gestion du risque de change de la Banque, chaque position courte ou longue en devise est répliquée par une position longue ou courte identique dans la devise correspondante. Conformément à sa politique, la Banque n'est donc pas exposée au risque de change.

7 Risque opérationnel

Risque opérationnel : exigences en fonds propres

Le risque opérationnel correspond au risque de pertes directes ou indirectes provenant d'une défaillance des procédures de la Banque et/ou de son personnel.

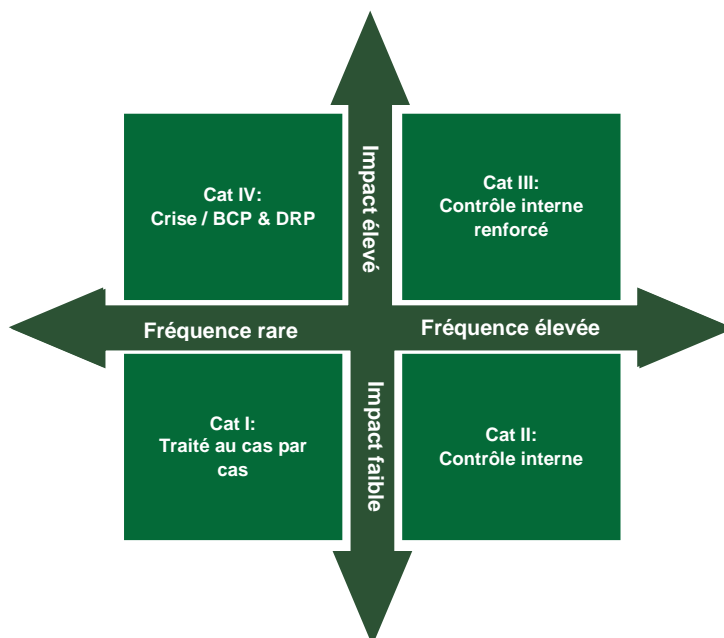
Les exigences en fonds propres (Pilier I) relatives au risque opérationnel sont calculées d'après l'approche élémentaire (BIA), qui stipule une exigence en fonds propres égale à 15% de la moyenne du résultat brut sur les 3 derniers exercices.

Actifs pondérés en fonction des risques et exigences en fonds propres pour le Risque Opérationnel – 2019

Risque Opérationnel		
(en million d'euros)	Actifs pondérés en fonction des risques	Exigences en fonds propres
Risque Opérationnel	7,94	0,64
Total Risque Opérationnel	7,94	0,64

Tableau 10: Exigences en fonds propres relatives au risque opérationnel

Pour déterminer l'exigence en fonds propres dans le cadre de la méthode interne (Pilier II), la Banque utilise l'approche parallèle suivante : les risques sont répartis suivant deux dimensions, à savoir la fréquence d'occurrence et la valeur potentielle de la perte.



Graphique 3: Carte des risques opérationnels

- **Catégorie I :** Evénements survenant rarement et dont les pertes n'affectent pas la pérennité des opérations de la Banque. Ces événements sont traités au cas par cas et en fonction de leur survenance.
- **Catégorie II & III :** Evénements ayant des fréquences d'occurrence élevées, et pour lesquels la Banque a mis en place un dispositif de contrôle régulièrement revu par la Direction Autorisée de la Banque et les fonctions de

contrôle interne (selon une fréquence définie dans le plan pluriannuel). Une évaluation des processus concernés est faite sur base de leur survenance, des montants en jeu et des pertes occasionnées.

- **Catégorie IV** : Evénements se produisant le plus rarement, mais dont l'impact est très important. Ce type de risque est généralement couvert par un plan DRP (Disaster Recovery Plan). L'approche consiste à évaluer les coûts qui apparaîtraient si le DRP devait être activé.

Atténuation du risque opérationnel

La Banque a mis en place une série de processus d'atténuation à l'attention des responsables des départements dans lesquels de telles pertes opérationnelles peuvent survenir :

- **Couvertures d'assurance** : concernent principalement les dégâts matériels et pertes locatives.
- **Plan DRP/ BCP** : généralement utilisé pour couvrir les événements faisant partie de la catégorie IV selon la carte des risques opérationnels (Figure 3).
- **Analyse de scénario** : la Banque se base sur une série de scénarios de résistance afin d'évaluer le besoin en fonds propres nécessaire pour couvrir son risque opérationnel. Ces tests permettent à la Banque d'évaluer sa vulnérabilité durant d'importants événements opérationnels et d'analyser sa réaction. La Banque évalue donc son exposition au risque opérationnel selon les 4 scénarios suivants :
 - Erreur opérationnelle liée à l'activité de crédit ;
 - Départ d'un collaborateur « Client Relationship Manager » ;
 - Fraude interne ;
 - Cyber attaque ;
 - Défaillance d'un processus de conformité.

8 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est matérialisé par la sensibilité de la valeur économique des fonds propres de la Banque et par la sensibilité de son revenu net d'intérêt aux évolutions des courbes de taux. La Banque applique au 31/12/2019 les nouvelles orientations de l'ABE sur la gestion du risque de taux d'intérêts inhérent aux activités hors portefeuille de négociation.

1. Afin de mesurer la sensibilité économique générale et la charge en capital qui pourrait y être liée, la Banque pratique régulièrement des tests de résistance demandés par la CSSF au travers de la circulaire CSSF 08/338 modifiée, mesurant l'impact d'une hausse ou d'une baisse de 200 points de base. Dans le cas de Fortuna, le test de résistance simule un choc instantané des taux, dans un premier cas avec une hausse uniforme de la courbe des taux de 2% et, dans un deuxième cas, une baisse uniforme de 2%.

Sensibilité de la valeur économique des fonds propres sous choc de taux standard (parallèle) :

Risque de taux	
Scénario	Résultats (EUR)
Hausse de 200bps	(840.580,20)
Baisse de 200bps	40.463,67

Tableau 11: Risque de taux d'intérêt - Test de résistance

A ce test de résistance s'ajoutent 6 scénarios de stress dits « scénarios aberrants » :

- Choc parallèle** : Le choc parallèle en hausse représente une hausse des taux d'intérêt d'un montant défini par devise dans les orientations ABE (exemple : +200 points de base pour l'euro ; ou +100 points de base pour le yen japonais, comme indiqué dans le tableau ci-dessus).
- Choc parallèle vers le bas** : Le choc parallèle en baisse représente une baisse des taux d'intérêt d'un montant défini par devise dans les orientations ABE (exemple : -200 points de base pour l'euro ; ou -100 points de base pour le yen japonais, comme indiqué dans le tableau ci-dessus).
- Choc de raidissement (baisse des taux courts et hausse des taux longs)** : Le choc de raidissement (baisse des taux courts et hausse des taux longs) représente un décalage des taux d'intérêt entre les taux d'intérêt à court et à long terme : dans ce cas, les taux courts diminuent et le choc à long terme est positif.
- Choc d'aplatissement (hausse des taux courts et baisse des taux longs)** : Le choc de l'aplatissement (hausse des taux courts et baisse des taux longs) représente un décalage des taux d'intérêt entre les taux courts et les taux longs : dans ce cas, les taux longs baissent et les taux courts ont un choc positif.
- Choc vers le haut des taux courts** : Le choc des taux courts à la hausse représente une augmentation des taux d'intérêt pour les taux courts uniquement.
- Choc vers le bas des taux courts** : Le choc des taux courts à la baisse représente une diminution des taux d'intérêt pour les taux courts uniquement.

En complément de ces scénarios, la Banque a mis en place un scénario interne, le plus défavorable où les chocs les plus importants sur les taux à court terme (chocs positifs) proviennent des six scénarios du test des valeurs aberrantes pour les principales devises de la Banque. Pour chaque devise indépendamment des autres, le scénario réglementaire ayant le choc le plus important est sélectionné pour estimer la baisse de la valeur économique du capital (EVE). Cette analyse conduit à prendre une position conservatrice d'allocation de fonds propres pour ce risque de taux évalué comme matériel par la Banque.

Suite à ces analyses, la Banque est essentiellement exposée à une hausse des taux.

2. La rémunération en intérêts des actifs de la Banque étant basée majoritairement sur des taux variables, la sensibilité de la marge d'intérêt aux variations de taux n'est pas matérielle.

9 Actifs grevés

Selon l'EBA, un actif est considéré comme grevé s'il a été donné en garantie ou s'il est soumis à quelconques formes d'engagement pour garantir ou rehausser la qualité de crédit de transactions du bilan ou hors-bilan, ne pouvant être révoquées en toute liberté (par exemple, pour garantir des financements reçus). Les actifs gagés ne pouvant être révoqués en toute liberté, car nécessitant une approbation avant d'être révoqués ou remplacés par d'autres actifs, ils doivent être considérés comme grevés.

Comme mentionné par l'EBA dans les Orientations GL/2014/03, les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont basées sur les valeurs médianes de données trimestrielles relatives aux douze mois précédents. Au cours de l'année 2019, Fortuna n'a pas présenté d'actifs grevés, comme indiqué par les données présentées ci-dessous.

(en million d'euros)	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur correspondante	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur correspondante
Actifs de la Banque			265,20	
Instruments de capitaux			1,48	1,48
Intruments de dette			5,47	5,47
Autres actifs			257,79	

Tableau 12: Sommaire des actifs grevés

10 Ratio de levier

En date du 31/12/2019, la Banque présente un ratio de levier de 3,54%. Fortuna présente donc un ratio supérieur au minimum de 3% défini par la CRR II (Capital Requirements Regulation, Règlement (EU) 575/2013) par la Commission Européenne. La Banque effectue le suivi de ce ratio au regard de l'évolution de ses activités et prendra des mesures correctives si nécessaire.

Le niveau de fonds propres actuel de la Banque assure une marge de sécurité à la Banque. En effet, pour que ce ratio atteigne un seuil alarmant, le total bilantaire de la Banque devrait augmenter de près de EUR 135,0 mln, soit une augmentation de près de 52,4% des actifs de la Banque.

(en million euros)	Situation au 31/12/2019
Actifs total, comme présentés dans le FINREP	262,39
Ajustement des entités consolidées pour des buts comptables mais hors du cadre de consolidation réglementaire	-
(Ajustements des actifs fiduciaires traités dans le bilan suivant le cadre comptable applicable mais exclus des mesures du ratio de levier en accord avec l'Article 429(13) de la CRR 575/2013)	-
Ajustements des instruments financiers dérivés	-
Ajustements des transactions des titres de financement "SFTs"	-
Ajustement des éléments du hors-bilan (i.e conversion du montant des expositions du hors-bilan en montants équivalent de crédit)	3,97
Ajustement des expositions intragroupe exclus des mesures du ratio de levier en accord avec l'Article 429(7) de la CRR 575/2013	-
Ajustement des expositions exclus des mesures du ratio de levier en accord avec l'Article 429(14) de la CRR 575/2013	-
Autres ajustements	-
Total exposition ratio de levier	266,37

Tableau 13: Sommaire des réconciliations des actifs comptables et des expositions du ratio de levier

11 Risque de liquidité

Politique de financement

Le risque de liquidité est le risque encouru par Fortuna de ne pas remplir ses obligations de paiement envers ses clients et contreparties dans un délai acceptable, et sans subir de pertes inacceptables.

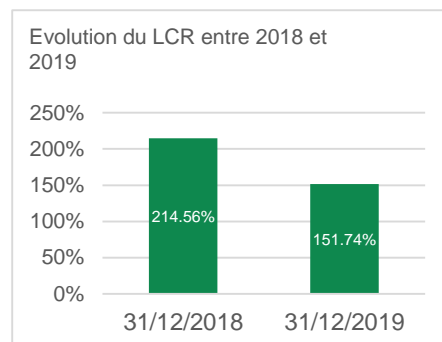
Le profil de financement de Fortuna est considéré stable. La Banque finance ses activités de crédit en utilisant l'épargne et les dépôts de sa clientèle, principalement constituée de personnes physiques et de PME, sans dépendance de financement envers les marchés interbancaires et de capitaux.

Mesure du risque et méthodes

La Banque surveille continuellement son niveau de liquidité et pratique régulièrement des tests de résistance. Ces tests de résistance simulent le retrait massif de dépôts courant et d'épargne (en estimant un retrait global mensuel de 15%). Au 31/12/2019, ces tests ont mis en évidence la capacité de la Banque à faire face à un retrait massif sur une période de minimum 3 mois.

(en million d'euros)	Situation au 31/12/2018	Situation au 31/12/2019
Entrée de liquidités [A]	17,25	18,71
Sortie de liquidités [B]	45,39	50,14
Sortie nette de liquidité	28,14	31,43
Portefeuille d'actifs éligibles hautement liquides	60,37	47,69
Liquidity Coverage Ratio	214,56%	151,74%

Tableau 14: Détails du LCR



Graphique 4: Evolution du LCR

Le LCR la Banque au 31/12/2019 s'élève également à environ 152%, et est supérieur au minimum réglementaire de 100% en vigueur depuis le 01/01/2019. La Banque couvre donc toujours ses besoins nets de liquidités sur un horizon de 30 jours.

(en million d'euros)	Situation au 31/12/2018	Situation au 31/12/2019
Montants des ressources stables disponibles	206,24	193,32
Montants des besoins en ressources stables	159,29	161,42
Net Stable Funding Ratio	129,48%	119,76%

Tableau 15: Détails du NSFR

Le NSFR garantit que la Banque dispose de suffisamment de ressources « stables » (i.e. des ressources de maturité initiale supérieure à un an) pour financer ses actifs à moyen/long terme. Les banques européennes sont contraintes de rapporter le Net Stable Funding Ratio à partir de 2019 avec un minimum réglementaire de 100%. Au 31/12/2019, le NSFR de la Banque est de 119,76% et se situe au-dessus des exigences réglementaires attendues.

12 Autres risques

Cette section traite des risques auxquels Fortuna fait face, mais non mentionnés précédemment.

Leur importance en mesure de risque est moins significative que les risques traités dans les sections précédentes, mais ils correspondent à des risques non négligeables dans le cas de Fortuna :

- **Risque de règlement** : ce risque n'est applicable que lors des opérations de bourse et lors des opérations avec une contrepartie bancaire.

La Banque n'est pas active directement sur les marchés. Elle ne passe ses ordres qu'au travers d'un nombre très limité d'établissements financiers de premier ordre de la Place luxembourgeoise. Sachant que les transactions entre Fortuna et ces intermédiaires reposent sur une politique de « payment against delivery », le risque de règlement est par nature très limité, voire inexistant.

Ces mêmes établissements interviennent également en tant que banques dépositaires pour le compte de Fortuna. Le risque de règlement est donc considéré comme étant **un risque de défaut** de cette contrepartie bancaire.

- **Risque de conformité** : ce risque correspond au risque de pertes de la Banque attribuables à sa non-conformité avec les réglementations bancaires ou les politiques internes.

La Banque considère son risque de conformité comme étant peu élevé du fait de la faible diversité et complexité des opérations menées par la Banque, ainsi que par le type de clientèle. De plus, afin de limiter tout risque juridique, la Banque externalise la gestion de ces activités juridiques à un cabinet d'avocat.

Pour ce qui est du fonctionnement, les différents processus de la Banque font l'objet de procédures écrites détaillées régulièrement remises à jour sur base des évolutions de l'activité de la Banque et des exigences réglementaires.

- **Risques stratégiques et de réputation** : ces risques correspondent aux pertes potentielles engendrées par un événement donnant une perception négative de la Banque par le public. La Banque est exposée au risque stratégique et d'affaires à travers son activité principale qui est l'activité de crédit. Cette activité est évaluée dans le cadre du risque de crédit, mais au vu de l'annonce du rachat et du changement d'actionnaire.

Ces risques sont activement contrôlés chez Fortuna. La Banque forme ses collaborateurs, veille à rendre compte de toutes activités de manière aussi transparente que possible et choisit ses partenaires avec soin.

13 Politique de rémunération

Conformément aux exigences réglementaires CRD IV, Fortuna s'est dotée d'une politique de rémunération permettant et promouvant une gestion saine et efficace des risques. La politique de rémunération de la Banque s'articule autour de la stratégie d'entreprise, des objectifs, des valeurs et des intérêts à long terme. Cette dernière est fixée par le Conseil d'Administration de la Banque, ce dernier étant le seul organe responsable et le seul compétent pour en décider une quelconque modification.

La rémunération des employés de Fortuna se décompose comme suit :

- **Partie fixe** : salaire annuel fixe.
- **Partie variable** : bonus annuel dépendant de la complétion de certains critères de performance, mais également de la situation financière de la Banque.
- **Tantième** : attribuable uniquement aux membres du Conseil d'Administration et ne dépend pas du résultat généré durant l'exercice.

La politique de rémunération s'applique à tout l'effectif, mais seulement les membres de la *Direction Autorisée*, le *Chief Compliance Officer* et au *Chief Risk Officer* peuvent avoir une incidence matérielle sur le profil de risque de la Banque.

La politique de rémunération se décompose comme suit :

- Les membres du Conseil d'Administration de la Banque reçoivent des tantièmes, mais également une indemnité pour leur participation à chacune des séances du Conseil. Cette indemnité n'est pas basée sur un pourcentage du résultat ni du profit, mais représente historiquement un montant relativement stable en compensation des prestations des membres du Conseil d'Administration. Il en va de même pour les tantièmes. Ce montant ne serait par ailleurs pas perçu si le résultat de l'exercice ne le permettait pas. Le paiement de cette rémunération est sujet à approbation lors de l'Assemblée Générale et fait l'objet d'une note dans les comptes annuels publiés.
- Une modification de la politique de rémunération des membres du Conseil d'Administration doit être approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.
- Les membres de la Direction Autorisée peuvent recevoir une partie de leur rémunération sous une forme variable ou sous forme de prime, sans que ceci ne soit un fait acquis, ce dernier point étant stipulé contractuellement.
- La composante variable ne peut dépasser 50% de la rémunération totale octroyée (à savoir la somme de la composante fixe et de la composante variable de la rémunération).
- Historiquement, la Banque a toujours respecté ces principes et les rémunérations variables octroyées ces dernières années ont toujours été significativement inférieures à 30% de la composante fixe.
- Les autres fonctions (hors champ d'application) reçoivent une rémunération fixe. Cependant, chaque employé peut obtenir un bonus annuel.

La partie variable de la rémunération est à la discrétion du Conseil d'Administration, qui se base néanmoins sur les critères suivants :

- La Direction Autorisée, qui est partie prenante à toutes les opérations de la Banque, se voit attribuée une partie variable en fonction de la performance de l'ensemble des activités de la Banque.
- Les critères d'évaluation applicables à la Direction Autorisée sont basés sur la performance financière de la Banque et sur la réalisation des objectifs budgétaires approuvés par le Conseil d'Administration, le respect de ratios prudentiels définis par les règlements en vigueur et par le Conseil d'Administration, la conformité aux normes régissant le secteur bancaire.
- Le Conseil d'Administration veille à ce que les objectifs qualitatifs et comportementaux et les objectifs quantitatifs sont pondérés de façon égale (50% - 50%) afin d'assurer une gestion saine et équilibrée de la

Banque. Toutefois, le paiement d'une rémunération variable ne peut se faire que si les objectifs des deux catégories sont atteints.

- Afin de garantir l'indépendance des fonctions de contrôle, en l'occurrence le *Chief Compliance Officer* et le *Chief Risk Officer*, qui ont l'autorité de contrôle sur toutes les opérations de la Banque, l'analyse de la performance de ces employés se base sur les objectifs liés à leur fonction de contrôle et non pas sur les performances des services ou activités supervisés. Cependant, la partie variable est toujours impactée par la performance globale de la Banque.
- Les critères d'évaluation applicables au *Chief Compliance Officer* sont basés sur des objectifs tels que le respect de la réglementation interne de la Banque et le respect du cadre réglementaire auquel est soumis la Banque, le respect des échéances, aussi bien internes qu'externes (par exemple réglementaires), la qualité des formations internes prestées, la rigueur et la qualité du suivi régulier des contrôles internes sous la responsabilité du *Chief Compliance Officer*, le suivi de l'environnement réglementaire et la qualité des propositions de formalisation et d'amélioration des principes directeurs, des politiques et des procédures de la Banque.
- D'autres critères qui s'appliquent au *Chief Compliance Officer* sont la qualité de l'image de la Banque sur la place financière, la bonne collaboration avec les employés et la proactivité dans la relation avec la Direction Autorisée.
- Les critères d'évaluation applicables au *Chief Risk Officer* sont basés sur des objectifs tels que le suivi régulier du niveau de risque global de la Banque, le suivi et le contrôle des différentes expositions de la Banque, le suivi et le respect des exigences réglementaires au niveau des reportings et des ratios prudentiels.
- D'autres critères qui s'appliquent au *Chief Risk Officer* sont le suivi et le contrôle des niveaux de liquidité et de la solvabilité de la Banque, la bonne collaboration avec les employés et la proactivité dans la relation avec la Direction Autorisée.
- Les critères ne sont pas uniquement basés sur la performance financière de la Banque.
- Les critères ne sont pas uniquement basés sur la réalisation des objectifs budgétaires approuvés par le Conseil d'Administration même si ceux-ci sont de toute évidence établis de telle manière qu'ils doivent pouvoir être atteints tout en conservant une approche « *low risk* » correspondant au profil défendu depuis son origine par Fortuna.
- Les critères de performance financiers retenus sont considérés dans la durée. Ainsi, une opération ou une série d'opérations entraînant un gain unique et immédiat ne pourra être rémunérée au même niveau que l'application d'une politique, une approche ou un service permettant à la Banque de recevoir des rémunérations récurrentes durant plusieurs exercices. Une évaluation pluriannuelle sera donc retenue par le Conseil d'Administration.
- Les critères non financiers comme le respect des procédures internes, la conformité au profil de risque approuvé par le Conseil d'Administration, le respect des ratios prudentiels définis par les règlements en vigueur et par le Conseil d'Administration, la conformité aux normes régissant le secteur bancaire, seront également pris en considération à un niveau équivalent.
- Les primes accordées pour des performances reconnues sur base de données qui par la suite s'avèreraient frauduleuses feront l'objet d'un remboursement proportionnel au montant de la fraude.
- La composante variable de la rémunération n'est jamais un dû. Son paiement et son montant restent à la discrétion du Conseil d'Administration, dans les limites fixées par cette politique de rémunération. Ainsi, si certains critères de performance n'ont pas été complètement atteints ou quand bien même ceux-ci auraient été atteints, mais que des éléments tendent à montrer que la situation financière de la Banque pourrait se détériorer de façon sensible, engendrant par conséquent des doutes sur sa capacité présente ou future à poursuivre normalement ses activités, toute ou partie de la prime pourra être retenue à la seule discrétion du Conseil d'Administration.

Les objectifs impactant l'évaluation sont repris dans le tableau ci-après afin d'identifier les diverses catégories retenues et leur pondération.

Objectifs	Pondération
Résultat de la banque	15 %
Au niveau des services :	
<ul style="list-style-type: none"> Objectifs financiers (diffèrent en fonction des services) Objectifs non-financiers : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Respect des normes régissant l'activité bancaire ➤ Respect des procédures ➤ Qualité de travail ➤ Satisfaction du client (externe et interne) ➤ Respect des délais 	20 %
Au niveau individuel :	
<ul style="list-style-type: none"> Objectifs financiers (non applicables aux fonctions de contrôle interne) Objectifs non-financiers : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Respect des normes régissant l'activité bancaire ➤ Respect des procédures ➤ Satisfaction du client (externe et interne) ➤ Respect des délais ➤ Respect des valeurs de la banque ➤ Contrôle des risques liés à l'activité 	30 %
Compétences (niveau individuel) :	
<ul style="list-style-type: none"> Niveau de compétences par rapport aux exigences de la fonction Développement des compétences existantes Développement de nouvelles compétences Compétences techniques Compétences managériales (le cas échéant) Esprit d'équipe Respect des règles de déontologie Respect des collègues 	35 %

Tableau 16: Objectifs impactant l'évaluation

- L'évaluation des performances de chaque employé par rapport aux objectifs définis produit un résultat allant de 0 à 4.
- L'enveloppe globale qui a été définie par le comité de rémunération en fonction des résultats de la Banque sera répartie selon les performances réalisées des différents services et de leurs employés. Néanmoins le comité de rémunération a la possibilité d'ajuster l'enveloppe globale en fonction des événements importants qui ont pu impacter le résultat de la Banque de manière unique.
- La grille suivante définit les montants de référence de la rémunération variable en fonction du résultat obtenu.

Fonction \ Performance	0	1	2	3	4
Direction Autorisée	Pas de paiement	S.M. x 1,0	S.M. x 2,0	S.M. x 3,0	S.M. x 5,0
Fonctions de contrôle	Pas de paiement	S.M. x 0,5	S.M. x 1,0	S.M. x 1,5	S.M. x 2,0
Responsable de service	Pas de paiement	S.M. x 0,5	S.M. x 1,0	S.M. x 1,5	S.M. x 2,5
Commerciaux	Pas de paiement	S.M. x 0,3	S.M. x 1,0	S.M. x 1,5	S.M. x 2,5
Autres employés conventionnés	Pas de paiement	S.M. x 0,3	S.M. x 1,0	S.M. x 1,3	S.M. x 1,5

S.M. : salaire mensuel brut

Tableau 17: Rémunération variable

- Les montants de référence peuvent être ajustés par un coefficient identique pour chaque employé afin de respecter le montant arrêté dans l'enveloppe globale.
- Les montants de référence définis selon cette grille servent au comité de rémunération de ligne directrice pour fixer la rémunération variable définitive. Le comité de rémunération peut ajuster la rémunération variable individuelle pour tenir compte de la situation spécifique d'un employé (p.ex. en fonction de performances ou efforts exceptionnels réalisés par l'employé, ou pour fidéliser un employé méritant).
- Le supérieur hiérarchique effectue annuellement une évaluation de la performance de l'employé. Cette évaluation se base sur les objectifs fixés en début d'exercice et intègre d'éventuels éléments imprévus et/ou

exogènes survenus durant l'exercice évalué. L'évaluation tient aussi compte des éléments comportementaux élémentaires tels que le respect des valeurs de la Banque, le respect et le suivi des règles professionnelles, le respect des règles de déontologie telles qu'indiquées dans le code de conduite de la Banque, le contrôle des risques liés à l'activité de l'employé et l'esprit d'équipe.

- Les propositions de rémunération individuelle variable s'orientent sur l'évolution des performances de la Banque tout en modulant celles-ci à la hausse comme à la baisse sur base de l'examen de performance quantitative et qualitative de l'individu avec une attention particulière apportée à la contribution de l'employé à la maîtrise des risques.

La réalisation de ces objectifs est évaluée dans le respect de la Politique générale de la Banque (définie et approuvée par le Conseil d'Administration) sur base non exhaustive des documents suivants :

- Le rapport de l'Auditeur Interne ;
- Le rapport du Réviseur Externe ;
- Le Compte-rendu analytique ;
- Le rapport Compliance ;
- Le registre des réclamations clients ;
- Les rapports faits au Conseil d'Administration ;
- Les comptes publiés ;
- Les extraits du système comptable de la Banque ;
- Les courriers entre la Banque et la CSSF ;
- Les différents rapports de contrôle interne ;
- Les rapports prudentiels ;
- L'ICAAP et le pilier III ;
- Des entrevues avec les employés de la Banque.

Données salariales – 2019

La structure de rémunération des fonctions ayant une incidence matérielle sur le profil de risque de la Banque a été respectée en 2019 (Directeur Général, Directeur, *Chief Risk Officer* et *Chief Compliance Officer*). Durant cette année, aucun employé n'a reçu un salaire supérieur à EUR 1 mln.

Le groupe « Fonction Managériale » est composé du :

- Directeur Général (membre de la Direction Autorisée)
- Directeur (membre de la Direction Autorisée)
- *Chief Risk Officer (CRO)*
- *Chief Compliance Officer (CCO)*.

Secteur:	Fonction superviseur	Fonction managériale	Banque d'investissement	Banque de détails	Gestion d'actifs	Fonctions Corporate	Fonction de Contrôle Indépendent	Reste
Nombre d'employés (par nombre de têtes)	9	2	0	0	0	0	0	0
Nombre total d'équivalents temps plein	0	0	0	22	1	0	2	1
Rémunération totale (EUR)	80.000	490.887	-	1.252.244	58.586	-	139.950	40.871
Inclu: Rémunération variable (EUR)	-	85.000	-	52.000	5.500	-	-	1.000

Tableau 18: Données sur la rémunération du personnel (EUR)

	Fonction superviseur	Fonction managériale	Fonction de Contrôle Indépendant
Nombre d'employés (par nombre de têtes)	9	2	2
Rémunération fixe et variable sur l'année 2019			
Rémunération fixe totale	80.000	405.887	139.950
<i>Inclu: variable en cash</i>	80.000	405.887	139.950
<i>Inclu: variable en action et instruments liés à des actions</i>	-	-	-
<i>Inclu: variable dans d'autres types d'instrument</i>	-	-	-
Rémunération variable totale	-	85.000	-
<i>Inclu: variable en cash</i>	-	-	-
<i>Inclu: variable en action et instruments liés à des actions</i>	-	-	-
<i>Inclu: variable dans d'autres types d'instrument</i>	-	85.000	-
Motant total de la rémunération variable attribuée en 2019 ayant différé	-	-	-
<i>Inclu: variable en cash en 2019</i>	-	-	-
<i>Inclu: variable en action et instruments liés à des actions en 2019</i>	-	-	-
<i>Inclu: variable dans d'autres types d'instrument en 2019</i>	-	-	-
Information additionnelle concernant le motant total de la rémunération variable sur l'année 2019			
Motant total de rémunérations différées attribuées en (période précédente) et payée en 2019		-	-
Nombre de bénéficiaire de la rémunération variable garantie		-	-
Montant total de la rémunération variable garantie		-	-
Nombre de bénéficiaire aux indemnités de départ		-	-
Montant total des indemnités de départ payées en 2019		-	-
Indemnité de départ la plus élevée à une seule personne		-	-
Nombre de bénéficiaires aux contributions du fond de pension discrétionnaire en 2019		-	-
Montant total des bénéfices du fond de pension discrétionnaire		-	-
Montant total des rémunérations variables attribuées pour plusieurs années sous des programmes n'étant pas annuellement relancé		-	-
Droits non-acquis			
Montant total des rémunérations variables différées en suspens attribuées en (période précédente) étant toujours non-acquises/bloquées	-	-	-

Tableau 19: Données sur la rémunération des preneurs de risque matériel (Material Risk Takers remuneration data)

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution des fonds propres réglementaires	13
Graphique 2: Expositions par catégorie d'expositions	18
Graphique 3: Carte des risques opérationnels	23
Graphique 4: Evolution du LCR	29

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution des fonds propres réglementaires	14
Tableau 2: Evolution des exigences en fonds propres	15
Tableau 3: Ventilation géographique des expositions	18
Tableau 4: Ventilation des expositions par maturité résiduelle	19
Tableau 5: Ventilation géographique des expositions en défaut	20
Tableau 6: Ventilation géographique des expositions en défaut par secteur d'activité	20
Tableau 7: Ventilation géographique des expositions dépréciées	20
Tableau 8: Ventilation des expositions dépréciées par secteur d'activité	21
Tableau 9: Ajustements au risque de crédit	21
Tableau 10: Exigences en fonds propres relatives au risque opérationnel	23
Tableau 11: Risque de taux d'intérêt - Test de résistance.....	25
Tableau 12: Sommaire des actifs grevés	27
Tableau 13: Sommaire des réconciliations des actifs comptables et des expositions du ratio de levier	28
Tableau 14: Détails du LCR.....	29
Tableau 15: Détails du NSFR	29
Tableau 16: Objectifs impactant l'évaluation	34
Tableau 17: Rémunération variable	34
Tableau 18: Données sur la rémunération du personnel (EUR)	35
Tableau 19: Données sur la rémunération des preneurs de risque matériel (Material Risk Takers remuneration data)	36

Annexes

Annexe 1 : Déclaration de la Direction

La Direction Autorisée de Fortuna Banque assure que les mesures et procédures de gestion des risques mises en place par la Banque sont adéquates et appropriées au profil et à la stratégie de celle-ci.

Cette déclaration est fondée sur l'authenticité des informations communiquées à la Direction Autorisée à travers les moyens mis en place dans la gouvernance.

Annexe 2 : Appétence au risque

L'appétence au risque de Fortuna repose sur une gestion de « bon père de famille », sa prise de risque étant très prudente. La Banque fait face à une diversité de risques de par ses opérations, principalement des opérations sur le marché local luxembourgeois (personnes physiques, PME et TPE).

La Banque gère son risque de crédit en modélisant la perte du portefeuille sur un intervalle de confiance de 99,9%. Au 31/12/2019, la Banque ne fait pas face à un capital *add-on* pour couvrir son risque de crédit, dû à la bonne qualité de crédit de ses contreparties de détails, d'immobilier, et d'autres actifs. Ainsi, les probabilités de défaut et les pertes en cas de défaut pour ses contreparties sont moindres. Ce risque est très limité auprès de la Banque vu qu'elle n'accorde en majorité que des crédits hypothécaires de première qualité.

Dans le but d'atténuer son risque de liquidité, Fortuna s'assure qu'il y ait un équilibre entre ses actifs et ses passifs sur un horizon de temps d'au moins 3 mois. Au 31/12/2019, Fortuna présente un LCR de 151,74%, supérieur à la limite réglementaire de 100%, et un NSFR de 119,76%, supérieur à la limite de 100%.

La Banque considère pouvoir gérer son risque de réputation par le biais d'une augmentation de sa communication sur ses activités. La réputation de la Banque est l'un de ses actifs les plus importants, la Banque souhaitant être proche de ses clients.

Fortuna se veut conforme avec les réglementations bancaires des pays dans lesquels elle opère. Son risque de conformité est peu élevé dû à la faible diversité et complexité de ses opérations ainsi que son type de clientèle. La Direction Autorisée de la Banque est impliquée dans la majeure partie des opérations, permettant ainsi d'effectuer un contrôle de haut niveau des opérations.

Fortuna fait également face au risque de règlement, étant par nature des opérations très limitées, voire inexistantes.

Annexe 3 : Publication des fonds propres

Annexe VI du règlement d'exécution (UE) N° 1423/2013 de la Commission Européenne				
Capitaux Propres Capital Tier 1: Instruments et réserves		(A) Montants à divulger	(B) REGLEMENTATION (EU) No 575/2013 ARTICLE DE REFERENCE	(C) Montants soumis à la pré-règlementation No 575/2013 traitement ou montant résiduel prescrit de la réglementation (EU) No 575/2013
1	Instruments en capitaux et les primes d'émission liées	9.324.657	26 (1), 27, 28, 29, EBA list 26 (3)	-
	dont : Instruments de capital versés	9.007.224	EBA list 26 (3)	
	dont : Prime d'émission	317.433	EBA list 26 (3)	
2	Revenues non-distribuées	-1.858.250	26 (1) (c)	-
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, à inclure les gains et pertes non-réalisés selon l'approche comptable applicable)	3.918.997	26 (1)	-
6	Capital d'actions ordinaires de première catégorie (CET1) avant les ajustements réglementaires	11.385.405		-
Capital d'actions ordinaires de première catégorie (CET1): Ajustements réglementaires				
8	Actifs intangibles (net de passif d'impôts correspondant)	(1.909.107)	36 (1) (b), 37, 472 (4)	-
26	Ajustements réglementaires du capital d'actions ordinaires de première catégorie selon les montants soumis à l'application de la pré-CRR	-		-
28	Ajustements réglementaires totales du capital d'actions ordinaires de première catégorie (CET1)	(1.909.107)		-
29	Capital d'actions ordinaires de première catégorie (CET1)	9.476.298		-
Capital de première catégorie (AT1) additionnel: Ajustements réglementaires				
45	Capital Tier 1 (T1=CET1 + AT1)	9.476.298		-
Capital de deuxième catégorie (T2) additionnel: Ajustements réglementaires				
59	Capital total (TC = T1 + T2)	9.476.298		
60	Total des actifs pondérés en fonction des risques	95.290.702		-
Ratios de capital et réserves				
61	Capital d'action ordinaires de première catégorie (% des RWA)	9,94%	92 (2) (a), 465	-
62	Tier 1 (% des RWA)	9,94%	92 (2) (b), 465	-
63	Capital total (% des RWA)	9,94%	92 (2) (c)	-
64	Réserves spécifiques de l'établissement (exigences CET1 selon l'article 92 (1) (a) plus coussin de capital et réserve contracyclique, plus la réserve pour les établissements systématiquement important, en % des RWA)	10,50%	CRD 128, 129, 130	-
65	dont : coussin	2,50%		-
66	dont : Réserve contracycliques	0,00%		-
67	dont : Réserve risque systématique	0%		-
67a	dont : Réserve pour les établissements globaux systématiquement importants (G-SII) ou autres établissements systématiquement importants (O-SII)	0%	CRD 131	-
68	Capital d'actions ordinaires de première catégorie au dessus du minimum réglementaire (% des RWA)	-0,56%	CRD 128	-

Note : Seuls les champs applicables à Fortuna sont présentés dans le tableau ci-dessus.

Annexe 4 : Conditions contractuelles des fonds propres

Art. 1. – Die Gesellschaft führt die Bezeichnung **FORTUNA Banque s.c.**

Der Sitz der Gesellschaft ist zu Luxembourg, 130-132, boulevard de la Pétrusse.

Agenturen, Filialen, Büros oder Zahlstellen können durch Beschluss des Verwaltungsrates in jeder beliebigen Ortschaft des Landes eröffnet werden.

Art. 2. – Die Gesellschaft bezweckt die nach dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner aktualisierten Fassung geregelte Annahme, die Verwaltung und die Anlage von Spargeldern und Depositen, die Gewährung von Darlehen sowie sämtliche Operationen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig oder dienlich sind.

Des Weiteren ist Zweck der Gesellschaft die nach dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner aktualisierten Fassung geregelte gewerbsmäßig ausgeübte (a) Entgegennahme und Weitergabe von Aufträgen über ein oder mehrere Finanzinstrumente für Rechnung von Kunden, (b) die Ausführung von Aufträgen über ein oder mehrere Finanzinstrumente für Rechnung von Kunden, (c) die Tätigkeit der Abgabe von persönlichen Empfehlungen an einen Kunden, die entweder aus Eigeninitiative oder auf Aufforderung des Kunden abgegeben werden und die sich auf ein oder mehrere Geschäfte mit Finanzinstrumenten beziehen und (d) die diskretionäre und individualisierte Vermögensverwaltung in Bezug auf ein oder mehrere Finanzinstrumente im Rahmen eines vom Kunden erhaltenen Mandates.

Als Nebendienstleistung kann die Gesellschaft Devisengeschäfte im Rahmen des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner aktualisierten Fassung tätigen, die im Zusammenhang mit der Erbringung einer der vorgenannten Wertpapierdienstleistungen stehen.

Die Vermittlung oder der Verkauf von Bausparverträgen oder Versicherungen kann auch angeboten werden.

Art. 3. – Die Gesellschaft hat begonnen an dem Tag der Veröffentlichung im Memorial. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit verlängert.

GESELLSCHAFTSKAPITAL UND HAFTPFLICHT

Art. 4. – Das Mindestkapital der Gesellschaft ist mit EUR 8.700.000 (acht Millionen siebenhunderttausend Euro) festgesetzt.

Ein Anteil ist mit EUR 85,52 (fünfundachtzig Komma zweiundfünfzig Euro) bewertet.

Art. 5. – Jeder Gesellschafter zeichnet bei seinem Eintritt wenigstens einen ganzen Anteil.

Der Verwaltungsrat bestimmt bei Einzahlungen oder Auszahlungen in welcher Höhe und zu welchem Zeitpunkt der Anteilseigner seinen Anteil einbezahlt oder ausbezahlt bekommt.

Die Mitgliedschaft ist rein persönlich. Anteile können jedoch an Mitglieder abgetreten werden. Die Abtretung von Anteilen unter lebenden Mitgliedern bedarf der Genehmigung des Verwaltungsrates. Alle Übertragungen von Anteilen erfolgen durch Eintragung in die Genossenschaftsbücher in derselben Form wie die Annahmen neuer Mitglieder.

Der Besitz der Genossenschaftsanteile der Gesellschaft gegenüber wird durch die Eintragung in das zu diesem Zwecke am Gesellschaftssitz gehaltene Register dokumentiert. Die Eintragung geschieht unter der Unterschrift des Präsidenten oder eines Mitglieds des Verwaltungsrates und kann von jedem Berechtigten beantragt werden. Die Gesellschaft erkennt für jeden Anteil nur einen Besitzer an.

Art. 6. – Die Mitglieder der Genossenschaft haften bloß bis zum Betrage ihrer jeweiligen Anteile und ohne Solidarität.

ERWERB UND VERLUST DER MITGLIEDSCHAFT

Art. 7. – Die Aufnahme in die Genossenschaft erfolgt nur auf Grund eines Beschlusses des Verwaltungsrates, der über alle Aufnahmegesuche ohne Rekurs und ohne Begründung entscheidet.

Art. 8. – Die Beitrittserklärung schließt die bedingungslose Anerkennung der Gesellschaftsstatuten in sich ein.

Art. 9. – Die Aufnahme eines Mitgliedes wird festgestellt durch die Eintragung seiner Unterschrift in die Genossenschaftsbücher und die Erteilung eines auf seinen Namen laufenden Mitgliedscheines, der die Statuten der Gesellschaft enthält, die Ein- und Rückzahlungen der Anteile vermerkt und außerdem zur Aufnahme der in Artikel 127 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Eintragungen dient

Art. 10. – Die Mitgliedschaft geht verloren :

- a) durch freiwilligen Austritt, welcher innerhalb der sechs ersten Monate des Geschäftsjahres durch eingeschriebenen Brief an die Gesellschaft erklärt werden muss ;
- b) durch Ausschluss eines Mitgliedes infolge eines Beschlusses des Verwaltungsrates, der in allen Fällen definitiv und ohne Rekurs entscheidet ;
- c) durch den Tod, die Konkurserklärung, die Zahlungsunfähigkeit, die Entmündigung des Gesellschafters.

Art. 11. – Die Rechte eines ausgeschlossenen oder freiwillig austretenden Mitgliedes und der Erben oder Nachfolger eines Mitgliedes die nicht Mitglied der Gesellschaft sind, in Bezug auf das Gesellschaftsvermögen, soweit nach Artikel 12 der Satzung zulässig, sind beschränkt auf die Rückzahlung der dem Mitglied gehörigen Anteile in Höhe ihres Nominalbetrages. Sie haben kein Recht auf die freien, gesetzlichen oder sonstigen Rücklagen der Gesellschaft, die ausschließlich dazu dienen, das Fortbestehen der Gesellschaft zu sichern.

Art. 12. - Über die Zulässigkeit der Rückzahlung von Anteilen, entsprechend Artikel 11 im Falle eines Rücktritts oder des Austritts eines Gesellschafters, entscheidet der Verwaltungsrat nach den auf die Genossenschaft als Kreditinstitut nach dem Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweils aktuellen Fassung anwendbaren aufsichtsrechtlichen und sonstigen rechtlichen Normen.

Für den Fall, dass der Verwaltungsrat auf dieser Grundlage die Rückzahlung verweigert, kann der Anteilinhaber seine Anteile nur an einen Gesellschafter abtreten, so wie in Artikel 5 vorgesehen.

Art. 13. – Die Gesellschafter oder deren Erben können, unter keinem Vorwande, die Anlegung der Siegel und Aufnahme eines Inventars der Vermögenswerte beantragen und sich in irgendeiner Weise in die Verwaltung einmischen.

VERWALTUNG UND AUFSICHT

Art. 14. – Die Genossenschaft wird durch einen Verwaltungsrat, der aus wenigstens drei und höchstens neun Mitgliedern besteht, verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden aus den Reihen der Gesellschafter genommen und von der Generalversammlung für eine Periode von sechs Jahren ernannt. Die ausscheidenden Mitglieder sind immer wieder wählbar. Im Falle des Ausscheidens eines Mitgliedes des Verwaltungsrates außerhalb des statutarischen Termins kann Art. 51, letzter Abschnitt des Gesetzes vom 10. August 1915, zur Anwendung gebracht werden.

Der Verwaltungsrat wählt aus den Reihen seiner Mitglieder einen Präsidenten.

Art. 15. – Der Verwaltungsrat besitzt für die Verwaltung der Genossenschaft die ausgedehntesten Befugnisse; er ist zuständig zur Beschlussfassung über alle Angelegenheiten, deren Entscheidung nicht ausdrücklich durch die gegenwärtigen Statuten oder die einschlägigen Gesetzesbestimmungen der Generalversammlung vorbehalten ist. Er hat insbesondere folgende Obliegenheiten :

1. er prüft die Gesuche um Darlehen, bestimmt die zu gewährenden Sicherheiten, setzt den Zinsfuß fest, überwacht und bestimmt die Rückzahlungsbedingungen und besorgt die Anlage von Spargeldern hauptsächlich in Darlehen an Sparer ;

2. der Verwaltungsrat hat das Recht Wertpapiere, Forderungen und Immobilien jeder Art zu erwerben, Hypotheken und Privilegien einschreiben zu lassen und in deren Löschung mit oder ohne erfolgte Zahlung einzuwilligen, sowie alle Verträge abzuschließen. Er regelt die Art und Weise der Aufbewahrung der Wertpapiere, zieht alle der Gesellschaft aus irgendeinem Grund geschuldeten Summen ein und stellt darüber Quittung aus.

Art. 16. – Der Verwaltungsrat nimmt die Ernennung der Direktoren, Angestellten, Kassierer und aller sonstigen Agenten der Gesellschaft vor und setzt deren Befugnisse und Entschädigungen fest.

Art. 17. – Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder für die Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft oder zu Spezialgeschäften delegieren oder dritte Personen mit denselben beauftragen. Die Vollmachten dieser Delegierten sowie die Art und Weise ihrer Ausübung werden vom Verwaltungsrat bestimmt.

Art. 18. – Die Gesellschaft wird bei Gericht als Klägerin und als Beklagte gültig durch den Verwaltungsrat vertreten.

Art. 19. – Der Verwaltungsrat tritt zusammen, so oft es die Umstände erheischen auf Einberufung des Präsidenten oder zweier Mitglieder. Das Einberufungsschreiben muss die Tagesordnung angeben, über welche befunden werden soll.

Art. 20. – Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Majorität seiner Mitglieder entweder persönlich oder durch einen Bevollmächtigten anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Den Vorsitz im Verwaltungsrat führt der Präsident oder das älteste der anwesenden Mitglieder.

Die Verwaltungsratsmitglieder können sich bei jeder Zusammenkunft durch einen ihrer Kollegen vertreten lassen, doch kann ein Mitglied nicht mehr als ein anderes vertreten.

Art. 21. – Die Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates werden zu Protokoll genommen; die Protokolle werden von den Mitgliedern, die an den Beratungen teilgenommen haben unterschrieben. Die bei Gericht oder anderswo vorzulegenden Abschriften oder Auszüge der Beratungen und Beschlüsse werden durch den Präsidenten des Verwaltungsrates oder ein Mitglied des Verwaltungsrates beglaubigt.

Die von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates unterschriebenen Zirkularbeschlüsse sind gleichermaßen gültig und wirksam wie solche, die in/während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften stehen entweder auf einem Dokument oder auf mehrfachen Kopien/Abschriften eines identischen Beschlusses.

GENERALVERSAMMLUNGEN

Art. 22. – Die regelmäßig konstituierte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit aller Gesellschafter. Sie ist beschlussfähig ohne Rücksicht auf die Zahl der erschienenen Mitglieder. Ihre Beschlüsse haben für alle, auch die nicht erschienenen Gesellschafter, rechtsverbindliche Kraft. Jeder Gesellschafter verfügt in der Generalversammlung über so viele Stimmen als er Genossenschaftsanteile besitzt. Nicht eingezahlte Anteile haben kein Stimmrecht. Um der Generalversammlung beiwohnen und an den Beratungen und Abstimmungen teilnehmen zu können, sind die Gesellschafter gehalten, ihre Anwesenheit fünf Tage vor der Versammlung dem Verwaltungsrat mitzuteilen mit der Angabe der Zahl der Anteile, für welche sie das Stimmrecht ausüben werden.

Jeder Gesellschafter kann vermittels schriftlicher Vollmacht, die in beliebiger Form ausgestellt werden kann, einen anderen Gesellschafter mit seiner Vertretung in der Generalversammlung beauftragen. Die Vollmacht wird im Sitzungsprotokoll vermerkt, und im Archiv aufbewahrt.

Art. 23. – Die Generalversammlung kann eine ordentliche oder eine außerordentliche sein.

Die ordentliche Generalversammlung tritt einmal jährlich am dritten Donnerstag des Monats März in Luxemburg, am Sitze der Gesellschaft oder einem andern durch den Verwaltungsrat in der Einberufung bezeichneten Ort zusammen.

Außerordentliche Generalversammlungen können jederzeit, wenn die Interessen der Genossenschaft dies verlangen, vom Verwaltungsrat einberufen werden.

Art. 24. – Die ordentliche Generalversammlung ernennt die Mitglieder des Verwaltungsrates; sie nimmt den Jahresbericht des Verwaltungsrates entgegen und beschließt über die Bilanz, die Vermögensaufstellung und die eventuelle Gewinnverteilung gemäß den statutarisch vorgesehenen Bestimmungen; im allgemeinen fasst sie Beschluss über alle Angelegenheiten, die nicht zur Kompetenz der außerordentlichen Generalversammlung oder des Verwaltungsrates gehören; sie berät und befindet endgültig über alle auf der Tagesordnung stehenden Fragen und über die Interessen der Genossenschaft und erteilt dem Verwaltungsrat die notwendigen Vollmachten in den Fällen, wo die ihm zustehenden Befugnisse ungenügend sein sollten.

Art. 25. – Die außerordentliche Generalversammlung fasst Beschluss über die Abänderung der Statuten, die Auflösung oder Abänderung der Form der Gesellschaft oder ihre Vereinigung mit anderen Gesellschaften.

Art. 26. – Die Einberufung zu den ordentlichen sowohl wie zu den außerordentlichen Generalversammlungen geschieht unter genauer Angabe der Tagesordnung durch Veröffentlichung in zwei im Großherzogtum erscheinenden Zeitungen. Diese Veröffentlichung hat mindestens zehn Tage vor dem Datum der Generalversammlung zu geschehen und ist vom Präsidenten des Verwaltungsrates oder dessen Stellvertreter zu unterzeichnen.

Art. 27. – Die Beschlüsse sowohl der ordentlichen als auch der außerordentlichen Generalversammlung werden in der Regel mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst; zur Beschlussfassung über Statutenänderungen, Auflösung der Gesellschaft, Vereinigung mit einer anderen Gesellschaft oder Änderung der gesetzlichen Form, ist jedoch zwei Drittel Mehrheit erfordert.

Art. 28. – Die Tagesordnung der Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat festgesetzt.

Art. 29. – Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Präsident des Verwaltungsrates in dessen Ermangelung das älteste anwesende Verwaltungsratsmitglied. Der Präsident der Generalversammlung vervollständigt das Büro, indem er zwei Beisitzer und einen Schriftführer bezeichnet.

Art. 30. – Der Verwaltungsrat hat das Recht, die Generalversammlung in jedem Augenblick, bevor sie endgültig geschlossen ist, auf einen Monat zu vertagen. Die Vertagung vernichtet alle getroffenen Entscheidungen. Die zweite Generalversammlung hat das Recht, endgültig zu beschließen.

Art. 31. – Über die Verhandlungen der Generalversammlung wird ein Protokoll aufgenommen. Die Eintragungen werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer unterschrieben. Abschriften oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Präsidenten des Verwaltungsrates oder in dessen Ermangelung von einem delegierten Verwaltungsratsmitglied unterschrieben.

GESCHÄFTSJAHR, BILANZ, GEWINNBETEILIGUNG

Art. 32. – Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und schließt am 31. Dezember eines jeden Jahres. Das Inventar wird aufgenommen, die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden durch den Verwaltungsrat jedes Jahr am 31. Dezember in der durch Artikel 72 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Form abgeschlossen.

Art. 33. – Nach Abzug aller Verwaltungskosten steht der übrigbleibende Reingewinn zur Verfügung der Generalversammlung, welche über dessen Verwendung beschließt. Nicht eingezahlte Anteile können nicht an der Gewinnbeteiligung teilnehmen.

VEREINIGUNGEN

Art. 34. – Es bleibt der außerordentlichen Generalversammlung vorbehalten, zu geeigneter Zeit über den Anschluss der Genossenschaft an eine bestehende Vereinigung von Gesellschaften oder über die Mitwirkung der Genossenschaft an dem Zustandekommen einer solchen Vereinigung zu beschließen.

AUFLÖSUNG, LIQUIDATION

Art. 35. – Bei Ablauf der Gesellschaft oder frühzeitiger Auflösung erfolgt die Liquidation in Gemäßheit der gesetzlichen Bestimmungen.

REGLEMENT

Art. 36. – Der Verwaltungsrat ist berechtigt durch zu erlassende Reglemente die Ausführung gegenwärtiger Statuten im einzelnen zu regeln.

SPEZIALBESTIMMUNGEN

Art. 37. – Es wird ausdrücklich erklärt, dass im Fall, wo irgendeine Bestimmung gegenwärtiger Statuten in Widerspruch zu einer Gesetzesbestimmung steht, die die öffentliche Ordnung angeht, sei es gegenwärtig oder in Zukunft, die Bestimmung dem Gesetz unterworfen ist. Dem Verwaltungsrat ist Vollmacht erteilt, zu jeder Zeit die Anpassungen an das Gesetz zu vollziehen, sobald dies die öffentliche Ordnung angeht und ohne dass es hierzu eines Beschlusses der Generalversammlung bedürfe.

FÜR GLEICHLAUTENDE SATZUNG.

Henri HELLINCKX

Notar in Luxemburg.

Luxemburg, den 17. Januar 2017.



Annexe 5 : Détails du ratio de levier

(en million euros)	Situation au 31/12/2019
Expositions du bilan (excluant les dérivés et SFTs)	
Eléments du bilan (excluant les dérivés, SFTs, et les actifs fiduciaires, mais incluant les collatéraux)	262,39
(Montant des actifs déduit en déterminant le Capital Tier 1)	(1,97)
Autres ajustements	-
Exposition totale des expositions du bilan (excluant les dérivés, SFTs, et actifs fiduciaires)	260,43
Exposition des produits dérivés	
Coût de remplacement lié à toutes les transactions en dérivés (i.e variation de la marge net du cash éligible)	-
Add-on pour exposition potentielle future	-
Expositions déterminées à l'aide de la méthode d'Exposition Originale	-
Majoration des collatéraux de produits dérivés obtenus quand déduits des actifs du bilan en accord avec le cadre comptable applicable	-
(Dédutions des actifs à recevoir dû à la variation de la marge de trésorerie des transactions de produits dérivés)	-
Transactions client conclue avec contrepartie centrale exemptées	-
Montant notionnel effectif ajusté des dérivés de crédit	-
Exposition total des produits dérivés	-
Exposition des transactions de financement de titres	
Actifs SFT brut (sans compensations), après ajustements pour les opérations comptables de vente	-
Expositions du risque de crédit de contrepartie des actifs SFT	-
Dérogations pour les SFTs: Exposition du risque de crédit de contrepartie en accord avec l'Article 429b (4) et 222 de la réglementation CRR 575/2013	-
Expositions des transactions d'agent	-
Transactions client conclue avec contrepartie centrale exemptées	-
Exposition total des transactions de financement de titres	-
Autres expositions hors-bilan	
Montant notionnel brut des expositions hors-bilan	18,86
(Ajustements pour conversion en montant équivalent de crédit)	(14,89)
Total des autres expositions hors-bilan	3,97

Expositions exemptés en accord avec les Article 429(7) et (14) de la CRR

Exemption des expositions intragroupe en accord avec l'Article 429(7) de la réglementation CRR 575/2013	-
---	---

Exemption des exposition en accord avec l'Article 429(14) de la réglementation CRR 575/2013	-
---	---

Capital et expositions totales

Capital Tier 1	9,42
----------------	------

Expositions totales du ratio de levier	265,91
--	--------

Ratio de levier	3,54%
------------------------	--------------

Annexe 6 : Ratio de levier - Expositions du bilan

(en million d'euros)	Situation au 31/12/2019
Expositions totales du bilan (excluant les produits dérivés, SFTs, et les expositions exemptés), y compris:	261,93
Expositions du portefeuille de transaction	-
Expositions du portefeuille de la Banque, y compris:	261,93
Obligations garanties	-
Expositions souveraines	49,59
Expositions sur les administrations régionales, MDB, organisations internationales, et entités du secteur public non considérées comme souveraines	-
Etablissement	18,96
Garanties par une hypothèque	171,57
Clientèle de détail	4,76
Entreprises	13,15
Expositions en défaut	3,10
Autres expositions (i.e actions, titrisations, et autres actifs sans obligations de crédit)	2,76